

## Hôpital public : « On prêche dans le désert, personne ne nous entend »

Les hospitaliers ont, une fois encore, tenté d'alerter sur les fermetures de lits, de services d'urgence, la dégradation continue des conditions de travail, leur épuisement et la qualité des soins menacée. Mais leurs manifestations, partout en France samedi, sont restées clairessemées.

[Caroline Coq-Chodorge](#)

Médiapart 4 décembre 2021 à 19h54

Samedi 4 décembre, devant le ministère de la santé à Paris, s'est creusé un énorme gouffre : d'un côté, la faible mobilisation pour l'hôpital public, à l'appel d'une quarantaine de syndicats et de collectifs de personnels soignants comme d'usagers ; de l'autre, la conviction que le système hospitalier est proche du point de non-retour.

*« On est dans un engrenage, un effet domino, prévient le neurochirurgien de Besançon, Laurent Thines. On prêche dans le désert, personne ne nous entend : ni la population ni le gouvernement. Mais tant que M. Véran dit sur les plateaux télé que tout va bien... »*

Quelques milliers de personnes ont battu le pavé dans la capitale — 6 000 selon des organisateurs, 2 100 selon la préfecture de police de Paris. En tête du cortège se trouvaient des représentants de plusieurs hôpitaux des Pays de la Loire, frappés par une pénurie de médecins. Dans la tête de tous, il y avait [ce décès](#), survenu dans la Sarthe, d'un homme avec une péritonite qui n'a pu être pris en charge à Bailleul, faute d'anesthésiste. Transféré au Mans, il est arrivé trop tard, en état de choc.

*« Peut-être qu'il faut que de telles choses arrivent pour que la population réagisse ? », s'interroge le professeur Thines.*

Dans les zones rurales désertées par les médecins, la population est plus consciente de la fragilité du système. La ville de Mayenne (Mayenne) a rempli quatre cars d'usagers et de soignants. Ils témoignent de la restructuration en cours de leur hôpital : un service de soins continus, la maternité et le bloc sont menacés de fermeture par l'administration.

*« On manque terriblement de médecins anesthésistes, tous sont intérimaires », expliquent Béa, Sophie et Nadine, infirmières au bloc opératoire. « Pourtant, notre bloc est indispensable. Aujourd'hui, nos collègues travaillent de 8 heures à 22 heures pour opérer des urgences viscérales, orthopédiques. On est utiles ! »*

Nous payons nos impôts, nous avons droit à un service public de qualité. Mais les médecins préfèrent travailler dans le privé, le Sud et les grandes villes

Catherine, usager de l'hôpital de Mayenne

Les usagers de l'hôpital de Mayenne se sont constitués en collectif, « Audace 53 ». « *Mon mari a eu un AVC, témoigne Catherine. À 9 heures, il était aux urgences. À 11 heures, au bloc opératoire. Et s'il avait dû aller jusqu'à Laval pour être pris en charge ? Nous payons nos impôts, nous avons droit à un service public de qualité. Mais les médecins préfèrent travailler dans le privé, le Sud et les grandes villes.* »

Laval, l'hôpital le plus important de la Mayenne, ne se porte pas mieux. Caroline Brémaud, la cheffe de service des urgences, alerte depuis plusieurs semaines sur la situation de son service, contraint de fermer huit nuits au mois de novembre. L'hôpital tout entier vient de

passer en « plan blanc », qui permet de déprogrammer des opérations et de réquisitionner du personnel, après la détection de deux clusters. Mais le problème est bien plus profond.

*« La cinquième vague n'est même pas encore arrivée chez nous. Et on a 40 lits fermés sur l'hôpital, faute de médecins, explique Frédéric Marié, syndicaliste FO. On a une quarantaine de postes de médecin vacants, tous les services sont touchés. »*

Toujours dans la région des Pays de la Loire, les urgences du CHU d'Angers sont en grève depuis le 30 novembre, car la moitié des postes de médecin y sont vacants. *« La quasi-totalité des membres du service a écrit à la direction, pour la prévenir qu'il va y avoir des drames »*, assure le syndicaliste Force ouvrière (FO) Benjamin Delrue.

En Isère, l'hôpital de Voiron est également contraint de fermer régulièrement ses urgences aux patients la nuit. *« Il faut un plan d'urgence pour former des soignants, dit le docteur Ara Somohano. Il faut que nos métiers redeviennent attractifs, que les gens aient envie de venir, et de rester. »*

La psychiatrie était également représentée, par exemple avec l'hôpital du Vinatier, près de Lyon, qui a envoyé une cinquantaine de personnes à Paris. Géraldine, syndicaliste FO, fait le compte des lits fermés : *« 150 au prétexte du Covid, qui n'ont pas rouvert. Nous venons de fermer vingt lits pour les détenus, une dizaine pour nos malades les plus difficiles, huit lits en pédopsychiatrie, cinquante lits pour nos patients chroniques. C'est vrai, il nous manque cent infirmières, une vingtaine de soignants. Mais ce manque de personnel est organisé pour fermer des lits. Et on a en plus onze patients suspendus parce qu'ils ont refusé le vaccin. »*

Le passe sanitaire et l'obligation vaccinale des soignants étaient aussi l'un des axes de la mobilisation. *« On a vu disparaître des soignants, suspendus, alors qu'on est en situation de crise. Et le passe sanitaire retarde l'accès aux soins de certains de nos patients non vaccinés, qui n'osent plus venir à l'hôpital »*, témoigne la doctoresse Anne Pagnier, pédiatre à Grenoble.

Certains médecins sont très agacés d'entendre ces discours hostiles à l'obligation vaccinale ou au passe sanitaire, parce qu'ils considèrent qu'ils détournent l'attention des réelles difficultés de l'hôpital : *« 200 000 personnes ont défilé contre le passe sanitaire. Nous sommes 1 500 aujourd'hui contre l'hôpital public »*, regrette le docteur Sophie Crozier, membre du Collectif inter-hôpitaux.

Neurologue aux urgences cérébro-vasculaires de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, elle avait alerté, début novembre, dans une tribune dans [Le Monde](#) signée par de très nombreux neurologues d'Île-de-France, sur l'état de la filière neuro-vasculaire qui prend en charge les accidents vasculaires cérébraux. Alors, 12 % des lits étaient fermés en Île-de-France, 30 % à Paris. Début décembre, la situation s'est encore aggravée : *« 20 % des lits sont fermés en Île-de-France, 36 % à Paris, et presque 50 % à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris »*, assure-t-elle.

Si ces conditions de travail finissent par me rendre folle, je devrai partir

Julia Devianne, praticienne hospitalière à Paris

Julia Devianne, une jeune médecin membre du Collectif inter-hôpitaux, confie *« flirter avec le burn-out. Quand l'hôpital s'est mobilisé, avant le Covid, cela nous a donné un espoir. Depuis le Covid, l'épuisement est global. On voit une dégradation continue de nos conditions de travail, des soins, qui s'accélère. Je travaille dans des urgences dédiées aux céphalées à Paris, leur fréquentation a augmenté de 100 %. Parce que les troubles mentaux, qui causent*

*des maux de tête, se sont aggravés. Mais aussi parce que la médecine de ville s'effondre. Il y a de plus en plus de patients sans médecin traitant, qui attendent des heures aux urgences. Les journées sont folles, c'est du travail à la chaîne, on loupe des trucs. J'ai loupé une tumeur cérébrale, cela aurait pu être grave. Si ces conditions de travail finissent par me rendre folle, je devrai partir ».*

Marie Citrini, la représentante des usagers de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) et du Collectif inter-hôpitaux, a fait partie de la délégation reçue par le cabinet du ministre, au cours de la manifestation parisienne. Elle raconte un dialogue de sourds : « *On leur parle des salaires, ils nous parlent du Ségur. On leur parle du manque de personnel à tous les niveaux, ils nous parlent du Ségur. On leur parle des fermetures de lits, faute de personnel, ils nous expliquent que les lits sont théoriquement ouverts. »*

[Caroline Coq-Chodorge](#)